

Balkans : réduction du nombre de travailleurs étrangers admis en Allemagne

Description

En Allemagne, les secteurs de la construction, de la restauration ou du nettoyage souffrent d'une pénurie chronique de main-d'œuvre et s'appuient pour la limiter sur l'emploi de travailleurs étrangers, provenant notamment des Balkans. Si les ouvriers bulgares, croates ou slovènes, peuvent plus facilement répondre aux besoins du marché du fait de la mobilité permise par leur statut de ressortissant communautaire, les représentant d'autres pays des Balkans voient leur présence conditionnée à l'octroi de visas. Mis en œuvre en 2024, le règlement relatif aux Balkans occidentaux (article 26, paragraphe 2 de l'ordonnance sur l'emploi) autorise cependant les travailleurs originaires d'Albanie, de Bosnie-Herzégovine, du Monténégro, du Kosovo, de Macédoine du Nord et de Serbie qui ont conclu un contrat de travail avec un employeur allemand à travailler et à résider en Allemagne. 50 000 travailleurs originaires des Balkans occidentaux (hors UE) sont ainsi admis chaque année en Allemagne.

Cependant, cette mobilité pourrait être compromise avec la décision du gouvernement fédéral de réduire de moitié le nombre d'admissions de travailleurs originaires des Balkans occidentaux à compter du 1^{er} janvier 2027. Cette mesure a été prise dans un contexte de montée de l'extrême droite et du sentiment anti-migrants dans le pays, incitant les autorités allemandes à faire preuve de fermeté dans le contrôle de l'immigration. Même si la puissante Confédération des associations d'employeurs allemands (BDA) a protesté contre la décision fédérale en août 2026, l'entrée en vigueur de la mesure n'a pas été remise en cause, d'autant que, entretemps, l'AFD a progressé dans deux Länder lors des élections de septembre 2026.

Les ouvriers balkaniques admis en application du règlement travaillent notamment dans le secteur de la construction, de l'entretien et de la restauration. Ainsi, la limitation du nombre de visas accordés pourrait, au lieu de simplement limiter le flux migratoire à destination de l'Allemagne, avoir pour conséquence d'accroître le travail clandestin dans des entreprises déjà durement affectées par la hausse des prix des matières premières et du carburant. L'exploitation économique des travailleurs migrants, observée le plus souvent au niveau des entreprises sous-traitantes, pourrait donc progresser, d'autant que nombre de grandes firmes du secteur ferment les yeux sur ces pratiques afin de conserver des prix compétitifs.

Pour répondre aux besoins immédiats, le recours à des travailleurs roumains (900 000), bulgares (plus de 400 000) ou ukrainiens (400 000) résidant sur place est également une option pour ces entreprises. Les ressortissants des deux premiers groupes circulent librement dans l'UE et, une fois recrutés, ils cherchent à faire engager sur leur chantier des proches ou des connaissances, ce qui facilite grandement le travail des entreprises à la recherche de main-d'œuvre.

Sources : *Danas, BDA, Deutsche Handwerks Zeitung.*

date créée

23/10/2026

Champs de Méta

Auteur-article : Stéphan Altasserre